

## A Lyon, société civile et élus ouvrent des « sites humanitaires » pour protéger les sans-abri

*Constatant l'insuffisance de l'hébergement d'urgence assuré par l'Etat, des associations, des collectifs d'ex-habitants de squats et des collectivités mettent en place une « protection humanitaire » dans des logements ou des locaux temporairement vacants.*

Par [Claire Ané](#)



Rassemblement de soutien aux personnes sans-abris à l'appel du collectif Jamais Sans Toit, à Lyon, le 21 novembre 2024. NICOLAS LIPONNE/MAXPPP

Deborah (elle ne souhaite pas donner son nom), 27 ans, se sent « *soulagée* ». Après des années à dormir à droite et à gauche, après la promiscuité du squat du quai Arloing, à Lyon, dont la convention avec la métropole s'achevait, la jeune femme, son mari et leurs deux petites filles ont pu s'installer dans un deux-pièces de la commune voisine de Caluire-et-Cuire, vendredi 20 juin. Il ne s'agit ni d'une location – le couple, originaire de la République démocratique du Congo, n'a pas obtenu le statut de réfugié et l'autorisation de travailler – ni d'un hébergement d'urgence, mais d'une « *protection humanitaire* » que lancent 25 organisations, allant de collectifs d'ex-habitants de squats à des entreprises et des collectivités de la métropole lyonnaise, en passant par des associations.

*Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [L'hébergement d'urgence saturé : « On n'arrive pas à mettre à l'abri les personnes à la rue les plus vulnérables »](#)*

« *L'Etat faillit à son devoir, qui est d'assurer la sécurité de toute la population qui se trouve sur son sol. Il laisse durablement et massivement à la rue des personnes vulnérables, pour la plupart sans titre de séjour. Cette situation relève d'une crise humanitaire* », expose Frédéric Meunier, coordonnateur du projet et directeur du Group', jusqu'ici tourné vers l'action humanitaire à l'international.

La métropole lyonnaise [est particulièrement touchée par l'insuffisance de l'hébergement d'urgence](#), qui est du ressort de l'État, bien que ses moyens aient été accrus. L'association

Jamais sans toit y recensait, à la mi-juin, un record de 404 enfants à la rue avec leur famille. En 2024, 8 248 ménages (13 433 personnes) ont effectué une demande d'hébergement d'urgence ou d'insertion dans le département ; 2 537 d'entre eux ont obtenu une solution.

## Une solution moins coûteuse

Cette situation, en partie liée aux difficultés de régularisation des personnes migrantes, a suscité des occupations d'écoles et d'autres lieux publics, des ouvertures de squats ainsi que l'installation de campements. Les mairies de Villeurbanne et de Lyon ainsi que la métropole du Grand Lyon ont financé, en dehors de leurs compétences, des places d'hébergement d'urgence, et signé quelques conventions d'occupation temporaire avec les habitants de bâtiments squattés. *« Mais le budget d'une municipalité n'est pas illimité. On s'est tous mis autour de la table pour essayer d'imaginer quelque chose de temporaire, sans qu'une collectivité commande »*, retrace Mathieu Garabedian, adjoint aux solidarités (La France insoumise) à la mairie de Villeurbanne.

Il a beaucoup échangé avec Damien Carême, ancien maire de Grande-Synthe (Nord), *« pour comprendre ce qui avait dysfonctionné »* après que celui-ci a créé avec Médecins sans frontières, en 2016, [un campement humanitaire pour plus d'un millier de personnes migrantes](#) qui espéraient gagner l'Angleterre. Plutôt que de regrouper des centaines de tentes, il a été décidé de créer des *« sites humanitaires »* dans des bâtiments temporairement vacants, en signant des conventions d'occupation d'au moins dix-huit mois avec leurs propriétaires – collectivités, entreprises ou particuliers.

Il y a une grande différence par rapport à ce qui se pratiquait déjà dans des lieux équivalents : *« Ce n'est pas de l'hébergement d'urgence, qui aurait nécessité plus de travaux pour respecter des critères de décence, ainsi qu'un accompagnement par des travailleurs sociaux, souligne M. Meunier. On reprend les standards de l'humanitaire, en garantissant l'accès à un espace privatif, à l'eau, à l'alimentation, à l'hygiène, à la santé et à la protection. »* Une solution moins-disante et moins coûteuse que l'hébergement d'urgence, qui s'appuie largement sur l'autogestion des habitants et sur l'implication de bénévoles, mais qu'il promet *« digne »*.

## « Ce sera mieux que la rue »

Le dispositif devait atteindre, d'ici au 30 juin, une centaine de places, dans des logements ou des locaux appartenant à la ville de Villeurbanne, à la métropole et aux deux offices publics HLM, GrandLyon Habitat et Lyon Métropole Habitat. Des pistes sont sur la table, y compris avec la ville de Lyon, en vue de trouver aussi des solutions collectives – par exemple dans un bâtiment industriel – pour près de 250 jeunes migrants en recours de minorité qui campent dans un square du quartier de la Croix-Rousse. Une conférence des contributeurs, où sont notamment annoncées, le 25 juin, la Fondation de France et L'Entreprise des possibles, doit aider à financer des travaux. L'objectif est aussi de pouvoir proposer un accompagnement sur la santé mentale, de former les habitants aux bonnes pratiques pour la gestion de lieux de vie collectifs, et d'agir sur la régularisation par le travail.

N'y a-t-il pas la crainte d'un nivellement par le bas des conditions d'accueil, et de fragiliser les associations qui assurent l'hébergement d'urgence au nom de l'Etat ? *« C'est une vraie question, et nous dialoguons avec ces associations, assure Renaud Payre, vice-président (divers gauche) de la métropole du Grand Lyon. Notre choix se justifie par*

*l'urgence et la volonté d'offrir un toit à des personnes extrêmement vulnérables, comme l'ont montré les contrôles d'identité massifs lancés par [le ministre de l'intérieur] Bruno Retailleau. Ce sera mieux que la rue, mieux que les squats, mieux que les nuitées d'hôtel. »*

*Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [L'opération dans toute la France pour contrôler les sans-papiers, symbole de la « tolérance zéro » voulue par Bruno Retailleau](#)*

Florian Hautevelle, délégué général de l'Association catholique pour l'accueil et l'accompagnement des migrants, créée par le diocèse de Lyon, est confiant : « *Nous participons à quelque chose de très innovant, et de massif, qui pourrait réduire le “sans-abrisme”. Nous avons l'espoir que cela devienne un réflexe systématique. Et nous inventerons en marchant. »*

[Claire Ané](#)